

ARRETE N°062/MG/2024

PORTANT DESIGNATION, SUR LA BASE DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE L1411-5 DU CGCT, DES AGENTS DE LA CINOR ET DES PERSONNALITES INVITEES A PARTICIPER A LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC CONCERNANT L'AFFAIRE SUIVANTE :

CONCESSION DE SERVICE PUBLIC DE TRANSPORTS URBAINS SUR LE TERRITOIRE DE LA CINOR

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE INTERCOMMUNALE DU NORD DE LA REUNION

- VU les dispositions de l'article L1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Considérant qu'il y a lieu de procéder, sur la base des dispositions de l'article L1411 5 du CGCT, à la désignation des agents de la CINOR et des personnalités invitées à participer avec voix consultative à la Commission de délégation de Service Public en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la délégation de service public, concernant cette affaire

ARRETE

ARTICLE 1 : Concession de service public de transports urbains sur le territoire de la CINOR

Considérant qu'il y a lieu de procéder, sur la base des dispositions de l'article L1411 5 du CGCT, à la désignation des agents de la CINOR et des personnalités invitées avec voix consultative, en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la délégation de service public, à participer à la Commission de délégation de Service Public relative à la Concession de service public de transports urbains sur le territoire de la CINOR, chargée :

- d'analyser les candidatures et d'arrêter la liste des candidats admis à présenter une offre
- d'émettre un avis sur les offres

Considérant que le groupement ARTELIA (mandataire) / DS AVOCATS a été désigné comme assistant à maîtrise d'ouvrage de la CINOR pour la passation du futur contrat d'exploitation du service public de transports urbains sur le territoire de la CINOR, par un contrat notifié le 20 juin 2022.

Conformément aux dispositions de l'article L1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, sont désignées pour participer avec voix consultative à la Commission de Délégation de Service Public relative à la Concession de service public de transports urbains sur le territoire de la CINOR, les agents de la CINOR en charge de ce dossier et les personnes de l'AMO en charge de ce dossier, telles que désignées ci-après en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la délégation de service public :

Les agents de la CINOR :

- **M. Jean-Jacques FUNG**, Directeur Général Adjoint du Développement, Aménagement et Attractivité du territoire à la CINOR.
- **M. Fabrice LANGLADE**, Directeur du service des Mobilités à la CINOR.
- **M. Joseph VIRAPIN**, Directeur adjoint du service des Mobilités à la CINOR, placé sous la responsabilité et la supervision de M. Fabrice LANGLADE son supérieur hiérarchique.

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240326-ARRETE62MG2024-AR
Date de télétransmission : 26/03/2024
Date de réception préfecture : 26/03/2024

- **M. Philippe EVRIN**, Directeur adjoint du service des Mobilités à la CINOR, placé sous la responsabilité et la supervision de M. Fabrice LANGLADE son supérieur hiérarchique.
- **M. Eric LALLEMAND**, Directeur de la Commande Publique à la CINOR, en charge des procédures de marchés publics et des concessions de service public
- **M. Thomas LABACHE**, juriste spécialisée en commande publique et Directeur Adjoint de la Commande Publique à la CINOR

Au sein du groupement chargé de l'assistance à maîtrise d'ouvrage :

- **M. Antoine RAYNAUD**, Directeur d'ARTELIA, en charge de l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation du futur contrat d'exploitation du service public de transports urbains sur le territoire de la CINOR ;
- **Mme Nathalie SULTAN**, Avocate chez DS AVOCATS, en charge de l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation du futur contrat d'exploitation du service public de transports urbains sur le territoire de la CINOR ;
- **M. Thomas LO**, Responsable de Mission chez ARTELUA, en charge de l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la passation du futur contrat d'exploitation du service public de transports urbains sur le territoire de la CINOR ;

ARTICLE 2 : Le présent arrêté sera affiché dans les locaux de la CINOR, inséré au registre des actes administratifs et transmis à Monsieur le Préfet de la Région et du Département de la Réunion pour exercice du contrôle de la légalité.

Une ampliation sera adressée aux intéressés.

Fait à Saint-Denis, le **26 MARS 2024**

Le Président,

Le Président

Maurice GIRONCEL

